

compte 17 millions d'habitants, même si sa population atteint jamais 25 ou 35 millions? Nous sommes dans une impasse et il faudrait y réfléchir profondément.

A titre de sénateur de la Nouvelle-Écosse, je puis affirmer que malgré les immenses progrès accomplis au Canada en ces dernières années, nous sommes vivement déçus de n'avoir pas participé suffisamment à ce progrès. Une sécurité sociale plus grande, de plus fortes allocations aux gouvernements provinciaux, des dépenses au chapitre de la défense nationale, les subventions et subsides, toutes ces choses ont eu des effets salutaires, mais elles n'ont guère stimulé notre essor économique. Nous avons cherché à nous disculper de l'accusation de n'avoir pas assez tenté de nous aider nous-mêmes. Le Conseil économique des provinces de l'Atlantique, organisme mixte créé par les gouvernements provinciaux et les hommes d'affaires, a fait des efforts héroïques pour encourager l'industrie, mais la lutte fut ardue. Si le Canada veut devenir de plus en plus indépendant et si ces projets imprudents qui jettent un défi à la nature, comme l'aménagement du Saint-Laurent, doivent être poursuivis, non seulement sa situation industrielle empirera mais son activité portuaire déperira jusqu'à disparition complète. Bien des Néo-Écossais n'ont plus aucune confiance dans les partis politiques et acquiescent à un état d'esprit très peu rassurant. Ils aideront à renverser les gouvernements à l'avenir avec autant d'enthousiasme que par le passé. La vérité est que pas un gouvernement, qu'il soit conservateur, libéral ou cécé-fiste, ne peut faire beaucoup plus que ce qui a déjà été fait, à moins qu'il n'adopte une ligne de conduite dans le sens que j'ai indiqué. Lorsqu'on aura agi ainsi, la situation dans les Maritimes deviendra un actif au lieu d'être un passif.

Encore un mot ou deux sur notre situation financière, car l'ombre de l'état financier du pays plane sur tout notre avenir. Je ne suis pas porté à critiquer le gouvernement actuel relativement à la situation actuelle. Je trouve qu'il n'a guère fait preuve d'habileté ni d'empressément à régler cet état de choses mais, à mon sens, la cause fondamentale des difficultés d'ordre financier dont souffre le Canada réside en ce que nous affectons de trop fortes sommes aux armements. Et ce qu'il y a de plus grave c'est que ces dépenses aux fins de la défense se sont à tel point insinuées dans notre économie que nous ne pourrions bientôt plus nous en passer. J'ai très bien compris l'indignation qu'a manifestée le premier ministre l'autre jour en parlant des pressions intenses qui s'exercent afin de s'assurer qu'on ne discontinue pas la production des armes pour le CF-105. Il ne s'agit plus d'assurer notre défense, mais bien l'embauche.

Si la Russie était aussi avisée qu'elle croit l'être et que je la crois moi-même, elle accorderait tout de même pas aussi mal pris ce qu'il réclame en matière de désarmement. Dans quel pétrin se trouverait alors l'Occident, ou du moins notre continent! Mais le Canada n'est tout de même pas aussi mal pris que les États-Unis. Sauf erreur, le budget des dépenses des États-Unis, qui s'élève à quelque 77 milliards, en affecte environ 47 aux armements et à l'aide étrangère au chapitre des armements, ce qui est une proportion beaucoup plus élevée que dans notre cas, avouons-le, mais qui laisse quand même entrevoir la situation terrifiante dans laquelle nous sommes en train de nous engager.

Et que dire de l'attitude du public? Pour ma part, mon attitude est celle-ci: dès que je lis un ouvrage ou un article de journal sur la nécessité de la défense, je me demande toujours quel genre de propagande je suis en train d'absorber.

Étant profane en la matière, je ne sais répondre à ma propre question. De fait, je ne connais personne qui puisse y répondre en toute objectivité. En tant que membre responsable du Parlement, j'ignore qui consulter pour obtenir des données impartiales sur l'importance souhaitable de notre défense. L'histoire se renouvelle. Il y a environ 60 ans, le magnat d'une société d'armements, sir Basil Zaharoff faisait une tournée en Europe. Il s'était donné pour mission d'aller d'un pays à l'autre en disséminant la méfiance et la crainte. Sans avoir jamais lu un livre sur son activité, j'en ai lu plusieurs citations. Je voudrais en citer une qui m'a frappé. Je suppose que ce passage suivant a été écrit bien avant la première guerre mondiale:

Et maintenant il répand la nouvelle que l'Allemagne est à construire 20 nouveaux vaisseaux de ligne; l'Angleterre se met aussitôt à en construire 25, et la France, pour ne pas se laisser dépasser, 30 de plus.

Ce qui se passe aujourd'hui c'est le retour de sir Basil Zaharoff qui parcourt notre pays dans la personne des directeurs d'entreprises et des chefs syndicaux, des conseillers municipaux et des maires de nos villes, qui ne cessent de réclamer du gouvernement de l'heure qu'il consacre de plus en plus d'argent aux armements. Si je prenais part à une campagne électorale, je n'aimerais pas à coup sûr, parcourir ma province natale, la Nouvelle-Écosse, en préconisant de formidables réductions des dépenses au chapitre de la défense, y compris celles qui ont trait à la marine. Cet état de choses nous atteint tous; c'est le monde dans lequel nous vivons. Ma foi! j'ignore quelle est la solution au problème, mais si la responsabilité m'incombait de régler cette situation, j'établirais un fonds destiné à la défense nationale, fonds semblable